



Les élus CGT du CSE sont consultés aujourd'hui sur les impacts sociaux du déploiement de la plateforme de pilotage intégré (PPI).

Il est important à ce stade de reconnaître le travail exceptionnel des équipes qui œuvre sans relâche pour faire en sorte que le déploiement puisse se faire dans de bonnes conditions. Nous précisons également que personne ne remet en cause la finalité du changement d'outils, le besoin de modernisation du SI étant partagé par tous.

Nous dénonçons cependant la pression démesurée exercée, obligeant les salariés à sacrifier leur temps personnel et leurs congés sur la fin et le début d'année.

Le projet, bien qu'ambitieux, semble irréaliste dans le calendrier imparti sans exposer l'entreprise et les salariés à des risques opérationnels et humains majeurs.

Le pilote mené durant l'été sur un périmètre restreint (3 entités) est loin d'être représentatif : l'absence de statistiques précises sur les volumes d'écritures empêche toute évaluation sérieuse de la capacité de l'outil à gérer la charge complète des 52 entités en période de pointe.

Le module ARCS (rapprochement bancaire/réconciliation), dont un dysfonctionnement impacterait directement et lourdement la charge de travail des comptables, n'est pas encore sécurisé et est sous haute surveillance, sans assurance de résolution avant le lancement.

La nouvelle granularité des données ("clé de comptes plus riche"), nécessaire aux analyses fines, se traduit par un temps de saisie plus long pour les 250 utilisateurs, dont l'impact en termes de surcharge n'a jamais été chiffré.

Le démarrage au 1er janvier 2026 est une période d'arrêt de comptes déjà critique. La conjugaison du déploiement, de la bascule des données, des tests et de la formation des utilisateurs dans cette fenêtre de temps augmente significativement les risques psychosociaux (RPS) et la tension sur les équipes.

Le plan de formation, bien que détaillé, est contraint dans un calendrier intenable (octobre-décembre), s'ajoutant à une charge d'activité déjà soutenue aujourd'hui, et inconnue dans l'avenir ...

L'évaluation de l'ambiance sociale est, de surcroît, brouillée par un sondage récent qui a manqué de clarté.

Il n'a donc pas été possible de mesurer les impacts stratégiques organisationnels qui nous permettent de rassurer les salariés puisque les organigrammes n'ont pas été présentés.

Enfin, la reprise historique limitée et la non-comparabilité des données entre l'avant et l'après 2026 vont compliquer fortement le pilotage et l'analyse des activités pendant une période d'un à deux ans.

Nous concluons en soulignant que la Direction n'a présenté aucun Plan B crédible en cas de dysfonctionnement majeur au 1er janvier 2026, reportant de facto l'intégralité du risque opérationnel sur les épaules des équipes.

Dans ces conditions, les élus CGT du CSE émettent un avis défavorable.